



CHAPITRE 144

Loi du salaire minimum

INTERPRÉTATION

Défini-
tions:

1. Dans la présente loi et son application, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes suivants ont le sens qui leur est ci-après donné:

« exploitation agricole »: a) « exploitation agricole » signifie: une ferme mise en valeur par l'exploitant lui-même, ou par l'entremise d'employés;

« association »: b) « association » comprend: un syndicat professionnel, une union ou fédération de syndicats, un groupement de salariés ou d'employeurs *bona fide* ayant pour objet l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres dans le respect des lois et de l'autorité;

« Commission »: c) « Commission » désigne: la Commission du salaire minimum ci-après constituée;

« employeur »: d) « employeur » comprend: tout individu, société, firme ou corporation qui fait exécuter un travail par un salarié;

« employeur professionnel »: e) « employeur professionnel » désigne: un employeur qui, habituellement, a à son emploi un ou des salariés pour un genre de travail qui fait l'objet d'une ordonnance;

« ministre »: f) « ministre » signifie: le ministre du travail de la province de Québec;

« ordonnance »: g) « ordonnance » signifie: une ordonnance de la Commission;

« salaire »: h) « salaire » signifie: la rémunération en monnaie courante et les compensations ou avantages ayant une valeur pécuniaire dues pour le travail ou les services d'un salarié;

i) « salarié » signifie: toute personne, ouvrier, commis, fonctionnaire ou em-

« salarié »;

CHAPTER 144

Minimum Wage Act

INTERPRETATION

1. In this act and in its application, unless the context requires otherwise, the following words and expressions have the meaning hereinafter given to them:

(a) "agricultural exploitation" means: a farm developed by the farmer himself or through employees;

(b) "association" includes: a professional syndicate, a union or federation of syndicates, a group of employees or employers, *bona fide*, having as object the study, defence and development of the economic, social and moral interests of its members, with respect for law and authority;

(c) "Commission" means: the Minimum Wage Commission hereinafter created;

(d) "employer" includes: any individual, partnership, firm or corporation who or which has work done by an employee;

(e) "professional employer" means: an employer who habitually has one or more employees in his employ for any kind of work which is the object of an ordinance;

(f) "Minister" means: the Minister of Labour of the Province of Quebec;

(g) "ordinance" means an ordinance of the Commission;

(h) "wage" means the remuneration in currency and the compensation or benefit of a pecuniary value due for the labour or services of an employee;

(i) "employee" means any person, workman, functionary, clerk or employee

ployé quelconque qui a droit à un salaire pour travail fait pour un employeur;
 « cons-
 truction ». j) « construction » comprend: démolition. S. R. 1941, c. 164, a. 1.

whatever, entitled to a wage for work done for an employer;

(j) "construction" includes demolition. "con-
 struction"; R. S. 1941, c. 164, s. 1.

APPLICATION

Excep-
 tions.

2. La présente loi s'applique à tous les salariés dont le travail se fait dans la province, chez l'employeur, à domicile ou ailleurs, excepté:

a) Les salariés travaillant à des exploitations agricoles;

b) Les domestiques de maison;

c) Les salariés régis par un décret rendu sous la Loi des décrets de convention collective (chap. 143).

Applica-
 tion.

Elle s'applique aussi

a) aux salariés exécutant, à la fois dans et hors de la province, un travail pour un employeur dont la résidence, le domicile, l'entreprise ou le bureau se trouve dans la province; et

b) aux salariés d'un tel employeur qui sont domiciliés ou qui résident dans la province et exécutent un travail hors de la province, pourvu que, suivant la loi du lieu de leur travail, ils n'aient pas droit à un salaire minimum. S. R. 1941, c. 164, a. 2; 10 Geo. VI, c. 39, a. 1; 11 Geo. VI, c. 53, a. 1.

CONSTITUTION DE LA COMMISSION

« Com-
 mission du
 salaire mi-
 nimum »
 créée.

3. Une corporation d'au plus cinq membres, ayant les pouvoirs, droits et privilèges d'une corporation civile ordinaire, est créée sous le nom de : « *Commission du salaire minimum* ». Elle est à la fois un organisme collaborant avec les employeurs et les salariés à l'établissement de minima de salaires, un conseil d'arbitrage de différends entre employeurs et salariés, et enfin un agent de surveillance et de contrôle des conditions de travail en général. S. R. 1941, c. 164, a. 3.

Membres.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme le président, le vice-président et les autres membres de cette corporation, de même que ses fonctionnaires et employés et fixe le traitement de chacun.

Traite-
 ment mi-
 nimum.

Toutefois, les traitements du président, du vice-président et des autres membres de la corporation ne doivent, dans aucun

APPLICATION

Excep-
 tions:

2. This act shall apply to every employee working in the Province whether at his employer's, at home, or elsewhere, except:

(a) Employees working at an agricultural exploitation;

(b) Household servants;

(c) Employees governed by a decree rendered under the Collective Agreement Decrees Act (Chap. 143).

It applies also

Applica-
 tion.

(a) to employees doing work, within and without the province at the same time, for an employer whose residence, domicile, enterprise or office is in the province; and

(b) to employees of such employer who are domiciled or who reside in the province and who do work outside of the province, provided that, by the law of the place of their work, they are not entitled to a minimum wage. R. S. 1941, c. 164, s. 2; 10 Geo. VI, c. 39, s. 1; 11 Geo. VI, c. 53, s. 1.

CONSTITUTION OF COMMISSION

3. A corporation, of at least five members, with the powers, rights and privileges of an ordinary civil corporation, is created under the name of: "Minimum Wage Commission". It shall be both a body collaborating with employer and employees in the establishing of minimum wages, and an arbitration council as to disputes between employers and employees, as well as a supervising and controlling body as to working conditions generally. R. S. 1941, c. 164, s. 3.

Members.

4. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint the president, the vice-president and the other members of the corporation, as well as its functionaries and employees and shall fix each one's remuneration.

However, the salaries of the president, the vice-president and the other members of the corporation shall in no case be

cas, être inférieurs à ceux qui étaient payés pour l'exercice de chacune de ces fonctions respectivement à la date du quinze décembre 1958.

Vacances. La Commission conserve son existence corporative en cas de vacance ou de carence de ses membres. S. R. 1941, c. 164, a. 4; 7-8 Eliz. II, c. 37, a. 6.

Régie interne. 5. La Commission a son siège social en la cité de Québec. Elle peut, avec l'autorisation du ministre, établir des bureaux dans d'autres villes. Elle tient ses séances à l'endroit qu'elle choisit. Le président les préside. La majorité des membres forme le quorum. S. R. 1941, c. 164, a. 5.

Décisions. 6. Les décisions sont prises à la majorité des voix; s'il y a égalité, le président a vote prépondérant. Le vice-président exerce les pouvoirs du président au cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier. Une décision écrite, signée par tous les membres de la Commission, a la même valeur qu'une résolution adoptée en séance régulière. S. R. 1941, c. 164, a. 6.

Procès-verbaux. 7. Les procès-verbaux des séances, approuvés par la Commission, sont authentiques; il en est de même des copies ou extraits certifiés par un membre de la Commission, le secrétaire ou un secrétaire adjoint. S. R. 1941, c. 164, a. 7.

Règlements: 8. La Commission peut faire des règlements pour:

Régie interne; a) Régler l'exercice de ses pouvoirs, sa régie interne et les fonctions de son personnel;

Procédure; b) Définir le mode de convocation et la conduite de ses séances, comités et conférences, la procédure de ses enquêtes et la forme des rapports qui doivent lui être adressés;

Système d'enregistrement; c) Rendre obligatoire, pour tout employeur professionnel, un système d'enregistrement de tout travail qu'elle régit ou la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms et résidence de chaque

less than those being paid for the exercise of each of such offices respectively on the fifteenth of December, 1958.

The Commission shall retain its corporate existence notwithstanding any vacancy or deficiency as to its members. R. S. 1941, c. 164, s. 4; 7-8 Eliz. II, c. 37, s. 6.

5. The Commission shall have its corporate seat in the city of Quebec, but may, with the Minister's authorization, establish offices in other cities or towns. It shall hold its sittings at the place chosen by it. The president shall preside over its sittings. The majority of the members shall constitute the quorum. R. S. 1941, c. 164, s. 5.

6. The decisions of the Commission shall be taken by the majority of votes cast. In the event of a tie the president shall have a casting vote. The vice-president shall exercise the powers of the president, in the absence or inability to act of the latter. A decision in writing, signed by all the members of the Commission, shall have the same value as a resolution adopted at a regular sitting. R. S. 1941, c. 164, s. 6.

7. The minutes of the sittings, approved by the Commission, shall be authentic; copies or extracts therefrom, certified by a member of the Commission, by the secretary or by an assistant-secretary, shall likewise be authentic. R. S. 1941, c. 164, s. 7.

8. The Commission may make regulations:

(a) To regulate the exercise of its powers, its internal management and the duties of its staff;

(b) To define the mode of convening and the conducting of its sittings, committees and conferences, the procedure at its investigations and the form of reports which must be made to it;

(c) To render it compulsory for any professional employer to have a registration system of all labour governed by it or to keep a register in which are stated the name in full and residence of each em-

salarié à son emploi, sa qualification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque du paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application d'une ordonnance;

Rapport mensuel ;

d) Obliger toute catégorie d'employeurs professionnels à transmettre un rapport mensuel par écrit donnant les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé;

Prélèvement;

e) Prélever des employeurs professionnels visés par une ordonnance une somme n'excédant pas un pour cent des salaires payés à leurs employés et pour fixer le maximum du salaire qui sera sujet à prélèvement, ainsi que le minimum de salaires payés annuellement par l'employeur d'une catégorie donnée pour qu'il soit assujéti au prélèvement;

Affichage;

f) Contraindre tout employeur professionnel à afficher et tenir affichés, dans un endroit bien en vue de son établissement où les salariés ont accès, toutes ordonnances, règlements ou documents que la Commission lui transmet à cette fin;

Paye.

g) Contraindre tout employeur, à moins de dispense formelle de la Commission, à remettre au salarié son salaire dans une enveloppe scellée sur laquelle seront inscrits: ses nom et prénom, la date de la semaine et de la période de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux de salaire à l'heure, la catégorie ou la classe à laquelle appartient le salarié, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci devra être initiaée par la personne qui aura fait la paye.

Appro-
bation et
publica-
tion.

Les règlements visés aux paragraphes *a* et *b* entrent en vigueur sur approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, ceux visés aux paragraphes *c*, *d*, *e*, *f* et *g*, sur publication dans la *Gazette officielle de Québec* après cette approbation.

Excep-
tions.

Ne sont pas sujets au prélèvement prévu au paragraphe *e* du présent article les corporations municipales, les corporations scolaires, les agences de la couronne, les fabriques, les corporations de syndics pour

ployee in his employ, his competency, the precise hour at which the work was begun, interrupted, resumed and finished each day, the nature of and the wage paid for such work, mentioning the mode and time of payment and any other information deemed useful in the application of an ordinance;

(d) To compel any category of professional employers to transmit a monthly report in writing giving the full name and address of each employee in his employ, his competency, the duration and nature of the regular and overtime work done each week and the wage paid;

Monthly
report;

(e) To levy upon the professional employers contemplated by an ordinance a sum not exceeding one per cent of the wages paid to their employees and to fix the maximum wage which shall be subject to the levy, as well as the minimum of wages paid annually by the employer of a given category in order that he be subject to the levy;

Levy;

(f) To compel every professional employer to post up and keep posted up in a conspicuous place of the establishment accessible to employees, all ordinances, regulations or documents which the Commission may transmit for such purpose;

Posting
up;

(g) To compel every employer, unless expressly exempted therefrom by the Commission, to deliver to the employee his wage in a sealed envelope on which shall be written: his surname and Christian names, the date of the week and working period, the number of hours paid for, the wage in a sealed envelope on which shall to which the employee belongs, and the amount contained in the envelope; this envelope shall be initialed by the person who made up the pay.

Pay.

The regulations contemplated in paragraphs *a* and *b* shall come into force upon the approval of the Lieutenant-Governor in Council, and those contemplated in paragraphs *c*, *d*, *e*, *f* and *g*, upon their publication in the *Quebec Official Gazette* after such approval.

Approval
and
publica-
tion.

Municipal corporations, school corporations, agencies of the Crown, fabriques, corporations of trustees for the erection of churches, hospitals, charitable institutions, religious institutions, educational

Excep-
tions.

la construction d'églises, les hôpitaux, les institutions d'assistance, les institutions religieuses, les institutions d'enseignement et les comités paritaires.

Résolu-
tion.

En l'absence de disposition réglementant un détail ou un cas particulier sujet au pouvoir de réglementation de la Commission, celle-ci peut y suppléer, par résolution, avec le même effet. S. R. 1941, c. 164, a. 8; 11 Geo. VI, c. 53, a. 2.

institutions and parity committees are not subject to the levy provided for in paragraph *e* of this section.

In the absence of provision regulating any detail or particular case subject to the regulating authority of the Commission, the latter may provide therefor, by resolution, with the same effect. R. S. 1941, c. 164, s. 8; 11 Geo. VI, c. 53, s. 2.

Resolu-
tion.

Enquêtes.

9. La Commission peut faire toute enquête qu'elle juge utile à la préparation ou à l'observance de ses ordonnances et autres décisions et assigner à comparaître devant elle ou devant un de ses fonctionnaires, toute personne qu'elle croit en état de lui fournir des renseignements, verbalement ou par production de livres ou documents.

Inspec-
tions.

Tout inspecteur de la Commission peut, de droit et en tout temps, examiner le système d'enregistrement, le registre obligatoire et la liste de paie de tout employeur visé par une ordonnance, vérifier auprès de tout employeur et de tout salarié le taux du salaire, la durée du travail et l'observance des autres dispositions de toute ordonnance applicable, requérir, même au lieu du travail, sous serment et privé-ment, de tout employeur ou de tout salarié soumis à une ordonnance, les renseignements jugés nécessaires et tels renseignements étant consignés par écrit, exiger la signature de l'intéressé. S. R. 1941, c. 164, a. 9.

9. The Commission may make any investigation deemed useful by it for the preparing or observance of its ordinances and its other decisions and may summon to appear before it or before one of its functionaries, any person whom it believes to be in a position to furnish it with information, orally or by the production of books or documents.

Investi-
gations.

Any of the Commission's inspectors may, as of right and at any time, examine the registration system, the compulsory register and the pay-list of any employer contemplated by an ordinance, verify as regards any employer and any employee the rate of wage, duration of work and observance of the other provisions of any ordinance applicable, require, even at the place of work, under oath and privately, from any employer or any employee, subject to an ordinance, all information deemed necessary, and, such information having been put into writing, exact the signature of the person concerned. R. S. 1941, c. 164, s. 9.

Inspec-
tions.

Acquisi-
tions
autori-
sées.

10. La Commission peut, à même ses fonds, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil et sur la recommandation du ministre, acquérir des immeubles et des terrains et y ériger des bâtisses pour les fins de son administration et de ses services. S. R. 1941, c. 164, a. 10a; 10 Geo. VI, c. 39, a. 2.

10. The Commission may, out of its funds, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council and upon recommendation of the Minister, acquire immoveables and lands and erect buildings thereon for the purposes of its administration and services. R. S. 1941, c. 164, s. 10a; 10 Geo. VI, c. 39, s. 2.

Acquisi-
tion of im-
move-
ables.

Avances
sur fonds
consolidé.

11. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des finances à verser ou à avancer à la Commission les sommes requises pour le paiement des traitements de ses membres et fonctionnaires, des gages de ses employés et des autres dépenses nécessaires à l'application de la présente loi. La Commission doit, pour rembourser ces sommes,

Rem-
bourse-
ment.

11. (1) The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Finance to pay or advance to the Commission the sums needed for the payment of the remuneration of its members and functionaries, of the wages of its employees and of the other expenses necessary for the carrying out of this act. The Commission must, in order to reimburse such

Advances
out of
consoli-
dated
fund.

Reim-
burse-
ment.

faire remise au ministre des finances des sommes prélevées par elle des employeurs professionnels.

Rapport
trimes-
triel.

2. Tous les six mois et en outre chaque fois que le ministre le requiert, la Commission doit lui transmettre un rapport détaillé, certifié par un comptable du ministère des finances, de ses opérations, de ses dépenses et de toutes sommes reçues ou perçues de quelque source que ce soit et de leur emploi. S. R. 1941, c. 164, aa. 10 et 11; 11 Geo. VI, c. 53, a. 3.

sums, remit to the Minister of Finance the sums levied by it from the professional employers.

(2) Every six months and, in addition, whenever thereunto required by the Minister, the Commission must transmit to him a detailed report, certified by an accountant of the Department of Finance, of its operations, of its expenses and of all sums received or collected from any source whatsoever and of the employment thereof. R. S. 1941, c. 164, ss. 10 and 11; 11 Geo. VI, c. 53, s. 3.

Quar-
terly
report.

FONCTIONS DE LA COMMISSION

Concilia-
tion.

12. La Commission peut prêter son concours conciliateur aux associations qui le demandent dans la négociation d'une convention collective de travail.

Services.

Elle doit mettre à la disposition du service de conciliation du ministère du travail ses employés dont le ministre requiert le concours. S. R. 1941, c. 164, a. 12; 11 Geo. VI, c. 53, a. 4.

Ordon-
nances.

13. 1. La Commission peut, par ordonnance, déterminer, pour des périodes de temps et des territoires désignés, le taux du salaire minimum payable à toute catégorie de salariés qu'elle indique, les termes de paiement, la durée du travail, les conditions de l'apprentissage, le rapport entre le nombre d'ouvriers qualifiés et celui des apprentis dans une entreprise donnée, la classification des opérations et les autres conditions de travail jugées conformes à l'esprit de la loi.

Taux de
salaire
mini-
mum.

2. Le taux du salaire minimum peut être établi sur une base de rémunération à l'heure, à la journée, à la semaine, au mois, à l'année, à forfait, à la pièce, à commission ou sur toute autre base de rémunération; il peut aussi être établi sur plusieurs de ces bases combinées.

Majora-
tion.

Il peut être majoré pour le surtemps et le travail fait à certains jours, périodes ou heures déterminés par l'ordonnance.

Facteurs.

Il peut varier selon les régions et le genre de travail, et la Commission doit, en le déterminant, tenir compte de la concurrence des pays étrangers ou des autres provinces et des conditions écono-

FUNCTIONS OF THE COMMISSION

12. The Commission may lend its services as conciliator to any association which applies for same in the negotiating of a collective labour agreement.

Con-
ciliator.

It shall place at the disposal of the conciliation service of the Department of Labour its employees whose services are required by the Minister. R. S. 1941, c. 164, s. 12; 11 Geo. VI, c. 53, s. 4.

Services.

13. (1) The Commission may, by ordinance, determine, for stated periods of time and for designated territories, the rate of minimum wage payable to any category of employees indicated by it, the terms of payment, working hours, conditions of apprenticeship, the proportion between the number of skilled workmen and that of apprentices in any stated undertaking, the classification of the operations and the other working conditions deemed in conformity with the spirit of the act.

Ordi-
nances.

(2) The rate of minimum wage may be established on a basis of remuneration by the hour, day, week, month or year, or by the job, for piece work, on commission or on any other remuneration basis; it may also be established on several of these bases combined.

Rate of
minimum
wage.

It may be increased for overtime and for work performed on certain days, periods or hours determined by the ordinance.

Increase.

Such minimum rate may vary, according to the region and the kind of work, and the Commission must, in determining same, take into consideration competition from outside countries or from the other

Varying
of wages.

miques particulières aux diverses régions de la province. S. R. 1941, c. 164, aa. 13 et 14; 11 Geo. VI, c. 53, a. 5.

provinces and the economic conditions peculiar to the various regions of the Province. R. S. 1941, s. 164, ss. 13 and 14; 11 Geo. VI, c. 53, s. 5.

Pouvoirs additionnels.

14. La Commission peut aussi par ordonnance, aux conditions, pour les catégories d'employeurs et de salariés, pour les endroits et pour le laps de temps qu'elle détermine, arrêter

14. The Commission may also by ^{Additional powers.} ordinance, upon the conditions, for the categories of employers and employees, for the places and for the period of time it shall determine, decide

a) le taux de majoration de salaire qui doit être payé pour surtemps à un salarié engagé et payé à l'heure et non régi par une convention collective;

(a) the rate of increase for wages to be paid for overtime to an employee engaged and paid by the hour and not subject to a collective agreement;

b) les congés rémunérés qui doivent être accordés par un employeur à des salariés.

(b) the vacations with pay to be given by an employer to employees.

Calcul des congés.

Les congés rémunérés accordés par une ordonnance selon la durée des services du salarié se calculent d'après la période pendant laquelle le salarié a été employé à la même entreprise, sans égard aux changements de propriétaire de cette entreprise. S. R. 1941, c. 164, a. 14a; 10 Geo. VI, c. 39, a. 3; 11 Geo. VI, c. 53, a. 6.

Vacations with pay granted by an ^{Calculation of vacations.} ordinance according to the duration of the employee's services are calculated according to the period during which the employee has been employed at the same enterprise, without regard to changes of ownership of such enterprise. R. S. 1941, c. 164, s. 14a; 10 Geo. VI, c. 39, s. 3; 11 Geo. VI, c. 53, s. 6.

Certificats d'aptitude des restreintes.

15. La Commission peut, par résolution, accorder, d'après la preuve jugée suffisante, à tout salarié d'aptitudes physiques ou mentales restreintes, un certificat l'autorisant à travailler à des conditions autres que celles prévues par toute ordonnance applicable. S. R. 1941, c. 164, a. 15.

15. The Commission may, by resolution, grant, upon proof deemed sufficient, to any employee of limited physical or mental fitness, a certificate authorizing him to work upon conditions differing from those contemplated in any ordinance applicable. R. S. 1941, c. 164, s. 15. ^{Certificate of limited fitness.}

ORDONNANCES

Conférences conjointes.

16. À moins de circonstances spéciales justifiant, au jugement de la Commission, une procédure plus expéditive, la Commission peut, pour établir une ordonnance de salaire minimum, convoquer une conférence conjointe composée d'un membre de la Commission choisi par celle-ci, (lequel en est le président d'office,) et de représentants des employeurs, des salariés et du public, désignés en nombre égal pour chaque groupe par les employeurs, les salariés et la Commission. S. R. 1941, c. 164, a. 16.

ORDINANCES

16. Unless, in the Commission's ^{Joint conference.} opinion, special circumstances justify a more expeditious procedure, the Commission may, for the establishing of a minimum wage ordinance, convene a joint conference consisting of a member of the Commission chosen by the latter, who shall be chairman *ex officio*, and of representatives of the employers, of the employees and of the public, selected in equal number for each group by the employers, the employees and the Commission. R. S. 1941, c. 164, s. 16.

Bureau de conciliation.

17. S'il s'agit d'établir une ordonnance particulière, elle peut convoquer un bureau de conciliation présidé par un délégué de la Commission et formé de représen-

17. If the establishing of any particular ordinance be concerned, the Commission may convene a conciliation board ^{Conciliation board.} presided over by a delegate of the Com-

tants des employeurs et des salariés intéressés, désignés en nombre égal pour chaque groupe. S. R. 1941, c. 164, a. 17.

mission and consisting of representatives, of the employers and of the employees concerned, selected in equal number for each group. R. S. 1941, c. 164, s. 17.

Conclusions soumises à la Commission.

18. Cette conférence ou ce bureau, suivant le cas, après avoir entendu les parties intéressées, formule ses conclusions quant aux salaires et autres conditions de travail à déterminer; et telles décisions sont soumises à la Commission qui peut les approuver, les modifier ou les rejeter.

18. Such conference or board, as the case may be, after hearing the interested parties, shall formulate its conclusions as to wages and the other working conditions to be determined; such decisions shall be submitted to the Commission which may approve, amend or reject them.

Représentants.

Si les employeurs ou les salariés négligent de désigner leurs représentants, la Commission les nomme d'office. S. R. 1941, c. 164, a. 18.

If the employers or the employees fail to name their representatives, the Commission shall name them of its own accord. R. S. 1941, c. 164, s. 18.

Approbation des ordonnances.

19. Les ordonnances sont soumises à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil qui peut les modifier ou les révoquer. S. R. 1941, c. 164, a. 19.

19. The ordinances shall be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council, who may amend or cancel same. R. S. 1941, c. 164, s. 19.

Publication préalable.

20. Lorsqu'elle le juge à propos, la Commission peut, avant de soumettre une ordonnance à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, la faire publier dans la *Gazette officielle de Québec* avec avis qu'elle recevra les objections dans le délai qu'elle fixe. S. R. 1941, c. 164, a. 20.

20. The Commission may, whenever it deems it expedient, before submitting an ordinance for the approval of the Lieutenant-Governor in Council, cause it to be published in the *Quebec Official Gazette*, with a notice that it will receive objections within the delay fixed by it. R. S. 1941, c. 164, s. 20.

Modification.

21. Une ordonnance ne peut être modifiée que par une nouvelle ordonnance. Cependant, la Commission peut, par résolution, en décréter la suspension totale ou partielle pour une période n'excédant pas six mois. S. R. 1941, c. 164, a. 21; 11 Geo. VI, c. 53, a. 7.

21. An ordinance can only be amended by a new ordinance. However, the Commission may, by resolution, order the total or partial suspension thereof for a period not exceeding six months. R. S. 1941, c. 164, s. 21; 11 Geo. VI, c. 53, s. 7.

Entrée en vigueur.

22. Les ordonnances et les résolutions de suspension entrent en vigueur le vingthuitième jour après leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, ou à la date non antérieure à cette publication qui y est fixée. S. R. 1941, c. 164, a. 22.

22. The ordinances, and the resolutions entailing suspension, shall come into force on the twenty-eighth day after the publication thereof in the *Quebec Official Gazette*, or at the date fixed in the publication but not prior to such publication. R. S. 1941, c. 164, s. 22.

EFFET DES ORDONNANCES

Dispositions d'ordre public.

23. Les dispositions d'une ordonnance sont d'ordre public, régissent et gouvernent tout travail de même nature ou de même genre que celui visé par l'ordonnance, dans la juridiction qu'elle détermine. S. R. 1941, c. 164, a. 23.

EFFECT OF ORDINANCES

23. The provisions of an ordinance entail a matter of public order and shall govern and rule any work of the same nature or kind as that contemplated by the ordinance, in the jurisdiction determined by it. R. S. 1941, c. 164, s. 23.

Droit au
salaire
fixé par
l'ordon-
nance.

24. Quelle que soit l'occupation de l'employeur, il lui est interdit de conclure avec l'employé une convention ayant pour objet de stipuler un salaire différent de celui fixé par l'ordonnance. Malgré telle convention, et sans qu'il soit nécessaire d'en demander la nullité, le salarié a droit de recouvrer le salaire fixé par l'ordonnance. S. R. 1941, c. 164, a. 24.

24. Whatever be the employer's occupation, he is forbidden to conclude with the employee an agreement the object of which is to stipulate a wage different from that fixed by the ordinance. Notwithstanding any such stipulation and without it being necessary to demand the nullity thereof, the employee is entitled to recover the wage fixed by the ordinance. R. S. 1941, c. 164, s. 24.

Right to
wage fixed
by
ordinance.

Conven-
tions plus
avanta-
geuses.

25. À moins qu'elles ne soient expressément interdites par l'ordonnance, les clauses d'un louage de travail sont valides et licites, nonobstant les dispositions des articles 23 et 24 ci-dessus, dans la mesure où elles prévoient pour le salarié une rémunération en monnaie courante plus élevée ou des compensations ou avantages plus étendus que ceux fixés par l'ordonnance. S. R. 1941, c. 164, a. 25.

25. Unless expressly forbidden by the ordinance, the clauses of a lease and hire of work shall be valid and lawful, notwithstanding the provisions of the above sections 23 and 24, in so far as they provide, in favour of the employee, a higher monetary remuneration in currency or more extended compensation or benefits than those fixed by the ordinance. R. S. 1941, c. 164, s. 25.

More
favour-
able
agree-
ment.

Solida-
rité.

26. Tout employeur professionnel qui contracte avec un sous-entrepreneur ou sous-traitant, directement ou par intermédiaire, est solidairement responsable avec ce sous-entrepreneur ou sous-traitant et tout intermédiaire, du paiement du salaire fixé par l'ordonnance et des prélèvements dus à la Commission. S. R. 1941, c. 164, a. 26; 11 Geo. VI, c. 53, a. 8.

26. Every professional employer contracting with a sub-entrepreneur or a sub-contractor, directly or through an intermediary, shall be jointly and severally responsible with such sub-entrepreneur or sub-contractor and any intermediary, for the payment of the wage fixed by the ordinance and for levies due to the Commission. R. S. 1941, c. 164, s. 26; 11 Geo. VI, c. 53, s. 8.

Joint
liability.

Pouvoirs
corpo-
ratifs;
Exercice
des
recours
des
salariés;

27. La Commission peut, en son nom corporatif:

a) Exercer les recours qui naissent d'une ordonnance en faveur des salariés qui n'ont pas fait signifier de poursuite dans le délai de quinze jours de l'échéance, et ce, nonobstant toute loi à ce contraire, toute opposition ou toute renonciation expresse ou implicite du salarié, et sans être tenue de justifier d'une cession de créance par l'intéressé, de le mettre en demeure, de lui dénoncer la poursuite, ni d'alléguer et de prouver l'absence de poursuite dans ce délai de quinze jours;

27. The Commission may, in its corporate name:

(a) Exercise all recourses arising out of the ordinance in favour of employees who have not caused a suit to be served within a period of fifteen days from the due date, and may do so, notwithstanding any law to the contrary, any opposition, or any express or implied renunciation by the employee, and without being obliged to establish an assignment of claim by the interested party, to put him in default, to inform him of the suit, or to allege and prove the absence of suit within such delay of fifteen days;

Corpo-
rate-
powers;

To
exercise
recourses
of em-
ployees;

Reprise
d'ins-
tance;

b) Aux mêmes conditions, reprendre l'instance aux lieu et place de tout salarié qui, ayant fait signifier une telle poursuite, a négligé de procéder pendant quinze jours;

(b) On the same conditions, continue suit in the place and stead of any employee who, having caused such a suit to be served, has neglected to proceed for fifteen days;

To con-
tinue
suit;

Compromis.

c) Effectuer tout règlement, compromis ou transaction jugé convenable dans les

(c) Effect any settlement, compromise or transaction deemed expedient in the

To effect
settle-
ment.

cas prévus aux deux paragraphes ci-dessus. S. R. 1941, c. 164, a. 27.

cases contemplated in the two foregoing paragraphs. R. S. 1941, c. 164, s. 27.

Règle-
ments de
comptes.

28. Tout règlement de compte entre employeur et salarié comportant une réduction de salaire est nul s'il n'est pas approuvé par la Commission. S. R. 1941, l. c. 164, a. 28.

28. Every settlement of account between employer and employee entailing a wage reduction shall be null unless it be approved by the Commission. R. S. 1941, c. 164, s. 28.

Ventes
prohi-
bées.

29. Toute vente ou cession à un salarié d'intérêts, d'actions ou d'obligations dans une industrie ou un commerce exploité par son employeur est prohibée si elle n'a été autorisée par la Commission, aux conditions déterminées par cette dernière. S. R. 1941, c. 164, a. 29.

29. Any sale or cession of any interest, share or bond to an employee in an industry or a business carried on by his employer is prohibited unless it be authorized by the Commission upon such conditions as the latter may determine. R. S. 1941, c. 164, s. 29.

Prescrip-
tion.

30. Sauf le cas prévu par le dernier alinéa du présent article, l'action civile naissant d'une ordonnance ou de la présente loi se prescrit par six mois à compter de chaque échéance. Au cas de fausse inscription dans le registre obligatoire, le système d'enregistrement ou la liste de paye, ou de remise clandestine, ou de toute autre fraude, la prescription ne court à rencontre des recours de la Commission qu'à compter de la date où elle a connu la fraude.

30. Except in the case provided for in the last paragraph of the present section, any civil action arising out of an ordinance or out of this act is prescribed by six months, from the due date in each case. In the case of a false entry in the compulsory register, the system of registration or the pay-list, or of secret rebate, or of any other fraud, prescription shall run as against the Commission's recourse, only from the date when the Commission was aware of the fraud.

Quand
commence
la pres-
cription.

Cette prescription ne court que du premier mai suivant la date du travail quant aux salariés occupés dans les exploitations forestières.

This prescription shall run only as from the first of May following the date of the work done in the case of employees engaged in forest operations.

Prescrip-
tion sus-
pendue.

Une réclamation transmise par la Commission à un employeur, par lettre recommandée, interrompt la prescription pour le montant de salaire réclamé, et dans ce cas l'action se prescrit de nouveau par six mois à compter de la mise à la poste de cette lettre; aucune lettre subséquente adressée pour la même réclamation n'a l'effet d'interrompre la prescription.

A claim transmitted by the Commission to an employer, by registered letter, shall suspend the prescription for the amount of salary claimed, and in this case the action is again prescribed by six months from the date of the mailing of such letter; no subsequent letter addressed for the same claim shall have the effect of suspending the prescription.

Prescrip-
tion.

L'action en recouvrement d'un prélèvement prévu par le paragraphe e de l'article 8 se prescrit par cinq ans à compter de son échéance. S. R. 1941, c. 164, a. 30; 10 Geo. VI, c. 39, a. 4; 11 Geo. VI, c. 53, a. 9.

Any action for the recovery of a levy provided for by paragraph e of section 8 is prescribed by five years computed from its maturity. R. S. 1941, c. 164, s. 30; 10 Geo. VI, c. 39, s. 4; 11 Geo. VI, c. 53, s. 9.

SURVEILLANCE

SUPERVISION

Contrôle.

31. La Commission est chargée de surveiller et d'assurer l'application de ses ordonnances et décisions. S. R. 1941, c. 164, a. 31.

31. The Commission shall be charged with supervising and seeing to the carrying out of its ordinances and decisions. R. S. 1941, c. 164, s. 31.

Renvoi
abusif.

32. Tout employeur qui, sans raison valable, dont la preuve lui incombe, congédie un salarié, *a*) à l'occasion d'un renseignement fourni aux représentants de la Commission et ayant trait à une ordonnance, à un règlement ou à une infraction aux dispositions de la présente loi, *b*) à l'occasion d'une plainte ou dénonciation à ce sujet ou d'un témoignage dans une poursuite ou enquête s'y rapportant, *c*) dans l'intention de le réengager à un emploi inférieur et d'éluider les dispositions d'une ordonnance en payant un salaire moindre;—commet un acte illégal et est passible d'une amende n'excédant pas cinquante dollars et des frais, pour la première infraction, et d'une amende de vingt-cinq à cent dollars et des frais, pour toute infraction subséquente. S. R. 1941, c. 164, a. 32.

32. Every employer who, without good and sufficient reason, proof of which shall lie upon him, dismisses an employee: (a) for giving any information to the Commission's representatives respecting an ordinance, a resolution or a violation of the provisions of this act; (b) by reason of a complaint or accusation respecting the same, or of testifying in a prosecution or investigation relating thereto; (c) with intent to re-engage him in an inferior employment and so evade the provisions of the ordinance by paying a smaller wage,—commits an unlawful act and shall be liable to a fine not exceeding fifty dollars and costs for the first offence, and to a fine of not less than twenty-five dollars but not exceeding one hundred dollars and costs, for any subsequent offence. R. S. 1941, c. 164, s. 32. Unlawful dismissal.

Entraves
à l'ins-
pection.

33. 1. Tout employeur professionnel qui ne tient pas le système d'enregistrement, le registre ou la liste de paye obligatoires, tout employeur ou salarié qui refuse ou néglige de fournir aux représentants de la Commission les renseignements prévus à l'article 9, en la manière y prescrite, ou ne leur accorde pas sur demande, ou retarde à leur accorder, l'accès au lieu du travail, au registre, au système d'enregistrement ou à la liste de paye ou autres documents, tel que prévu audit article, ou moleste, ou incommode, ou injurie lesdits représentants dans l'exercice de leurs fonctions, ou autrement met obstacle à tel exercice,—commet un acte illégal et est passible, pour la première infraction, d'une amende de vingt-cinq dollars et des frais; pour la seconde infraction, d'une amende de vingt-cinq à cent dollars et des frais; et pour toute infraction subséquente, des peines prévues à l'article suivant pour la première infraction.

33. (1) Every professional employer who does not keep the compulsory registration system, register or pay-list, every employer or employee who refuses or neglects to furnish the Commission's representatives with the information contemplated in section 9, in the manner therein prescribed, or does not grant them on request, or delays to grant them, access to the place where the work is being done, to the register, to the system of registration or to the pay-list or other documents, as provided in said section, or molests or hinders or insults the said representatives in the performance of their duties, or otherwise obstructs such performance,—commits an unlawful act and shall be liable to a fine of twenty-five dollars and costs for the first offence, and to a fine of not less than twenty-five dollars but not exceeding one hundred dollars and costs, for the second offence, and, for any subsequent offence, to the penalties provided in the following section for a first offence. Obstruction to inspection.

Infrac-
tion et
peine.

2. Tout employeur professionnel qui n'accorde pas à un salarié à son emploi, dans le délai prévu par une ordonnance, le congé rémunéré prévu par celle-ci, commet une infraction et est passible, en sus des frais, d'une amende égale au double de la rémunération qu'il aurait dû payer à ce salarié pour son congé. Cette amende doit être versée à la Commission, qui est autorisée à en remettre la moitié

(2) Every professional employer who does not grant to his employee, within the delay provided by an ordinance, the vacation with pay provided by this ordinance, commits an offence and is liable, in addition to the costs, to a fine equal to double the remuneration which he should have paid to such employee for his vacation. Such fine shall be paid to the Commission which is authorized to Offence and penalty.

au salarié qui n'a pas obtenu de congé rémunéré. S. R. 1941, c. 164, aa. 33 et 33a; 11 Geo. VI, c. 53, a. 10.

remit the one-half thereof to the employee who has been deprived of vacation with pay. R. S. 1941, c. 164, ss. 33 and 33a; 11 Geo. VI, c. 53, s. 10.

Fraude. 34. Quiconque, sciemment, détruit, altère ou falsifie un registre, une liste de paie, le système d'enregistrement ou un document ayant trait à l'application d'une ordonnance, transmet sciemment à la Commission quelque renseignement ou rapport faux ou inexact, ou attribue à l'emploi d'un salarié une fausse désignation pour payer un salaire moindre, commet un acte illégal et est passible d'une amende de deux cents dollars à cinq cents dollars et des frais, pour la première infraction, et d'une amende de cinq cents à mille dollars et des frais, pour toute infraction subséquente.

Empri-
sonne-
ment. À défaut de paiement immédiat de l'amende et des frais susmentionnés, il doit être condamné à l'emprisonnement pour une période d'au moins un mois mais n'excédant pas trois mois, pour la première infraction, et pour une période de trois mois pour toute infraction subséquente. S. R. 1941, c. 164, a. 34.

Remises
illégalles. 35. Quiconque, au moyen d'avantages ayant une valeur pécuniaire, accorde ou accepte une remise en réduction du salaire minimum, ou participe à une semblable remise, commet un acte illégal et est passible d'une amende de dix dollars à cent dollars et des frais, pour la première infraction, et d'une amende de cinquante à deux cents dollars et des frais pour toute infraction subséquente. S. R. 1941, c. 164, a. 35.

Autres
infrac-
tions. 36. Quiconque viole une ordonnance, un règlement rendu obligatoire ou une disposition de la présente loi dans les cas non prévus aux articles précédents, commet un acte illégal et est passible d'une amende n'excédant pas dix dollars et des frais. S. R. 1941, c. 164, a. 36.

Tentative
et com-
plicité. 37. Quiconque tente de commettre un des actes illégaux ci-dessus prévus, ou aide, ou incite quelqu'un à commettre ou tenter de commettre un tel acte, est passible

34. Whosoever, knowingly, destroys, Fraud.
alters or falsifies any register, pay-list, registration system or any document dealing with the carrying out of an ordinance, or knowingly forwards any false or inexact information or report to the Commission, or gives a false designation to the attribution of any wage in order to pay a lower wage, commits an unlawful act and shall be liable to a fine of not less than two hundred dollars but not exceeding five hundred dollars and costs for the first offence, and to a fine of not less than five hundred dollars but not exceeding one thousand dollars and costs, for any subsequent offence.

In default of immediate payment of the above-mentioned fine and costs, such Imprison-
ment.
person shall be sentenced to imprisonment for a term of not less than one month but not exceeding three months for the first offence, and for a term of three months for any subsequent offence. R. S. 1941, c. 164, s. 34.

35. Whosoever, by means of benefits Unlawful
rebate.
having a pecuniary value, grants or accepts any rebate reducing the minimum wage or participates in such a rebate, commits an unlawful act and shall be liable to a fine of not less than ten dollars but not exceeding one hundred dollars and costs for the first offence, and to a fine of not less than fifty dollars but not exceeding two hundred dollars and costs, for any subsequent offence. R. S. 1941, c. 164, s. 35.

36. Whosoever infringes an ordinance, Other
offences.
a regulation rendered obligatory or a provision of this act, in cases not provided for in the preceding sections, commits an unlawful act and shall be liable to a fine not exceeding ten dollars and costs. R. S. 1941, c. 164, s. 36.

37. Whosoever attempts to commit Attempts
and
accomplices.
any of the illegal acts above provided, or aids or invites any person to commit or attempt to commit such an act, shall be

de la pénalité prévue pour tel acte. S. R. 1941, c. 164, a. 37.

liable to the penalty provided for such act. R. S. 1941, c. 164, s. 37.

Domma-
ges-inté-
rêts pour
renvoi
abusif.

38. Tout salarié congédié en violation de l'article 32, ou dans le but de l'obliger à accepter une classification comportant un salaire moindre que celui qu'il reçoit, a droit de réclamer de celui qui l'employait, à titre de dommages-intérêts, l'équivalent d'un mois de salaire. La preuve que le salarié n'est pas dans les conditions prévues pour réclamer ce droit incombe à celui qui l'employait. S. R. 1941, c. 164, a. 38.

38. Every employee dismissed in viola- ^{Damages}
tion of section 32, or with the object of ^{for}
obliging him to accept a classification ^{unlawful}
calling for a wage less than that which he ^{dismissal.}
is receiving, has the right to claim, from
the person who employed him, as damages,
the equivalent of one month's wages.
Proof that the employee does not come
within the requisite conditions to claim
such right shall devolve upon the person
who employed him. R. S. 1941, c. 164,
s. 38.

LA PREUVE

Authen-
ticité.

39. Dans une action civile ou pénale intentée en vertu de la présente loi, tous règlements, ordonnances et avis sont authentiques et font preuve de leur contenu s'ils ont été publiés dans la *Gazette officielle de Québec*, à laquelle il suffit de référer, et dont la cour d'office est tenue de prendre connaissance. S. R. 1941, c. 164, a. 39.

39. In any civil or penal action ^{Authen-}
brought in virtue of this act, all ordinances ^{ticity.}
and all regulations and notices are authen-
tic and shall be proof of their contents if
they have been published in the *Quebec*
Official Gazette to which it shall be sufficient
to refer, and whereof the court, of its
own accord, shall be obliged to take
cognizance. R. S. 1941, c. 164, s. 39.

Dénon-
ciateur.

40. Aucune preuve n'est permise pour établir qu'une action ou poursuite prévue par la présente loi a été intentée à la suite d'une plainte d'un dénonciateur, ou pour découvrir l'identité de ce dernier. S. R. 1941, c. 164, a. 40.

40. No evidence shall be permitted ^{Informer.}
with a view to establish that any action
or suit contemplated by this act was
brought following upon the complaint
of an informer or to discover the identity
of the latter. R. S. 1941, c. 164, s. 40.

PROCÉDURE

Procé-
dure som-
maire.

41. Toute poursuite intentée devant les tribunaux civils, en vertu de la présente loi, est sommaire et instruite comme telle. S. R. 1941, c. 164, a. 41.

41. Every suit taken in virtue of this ^{Sum-}
act before the civil courts shall be sum- ^{mary}
mary and be brought as such. R. S. 1941, ^{proce-}
c. 164, s. 41. ^{dure.}

Cumul.

42. Les recours de plusieurs salariés contre un même employeur peuvent être cumulés dans une seule demande, soit qu'elle émane à l'instance des salariés ou de la Commission et le total réclamé détermine la compétence tant en première instance qu'en appel. S. R. 1941, c. 164, a. 42.

42. The recourses of several employees ^{Cumula-}
against the same employer may be ^{tion of}
cumulated in a single demand whether ^{claims.}
emanating from the employees or from
the Commission, and the total claimed
shall determine the competency of the
court of original jurisdiction as well as
of appeal. R. S. 1941, c. 164, s. 42.

Remise
à la Com-
mission.

43. Après la réception d'une réclamation de la Commission, un employeur ne peut acquitter valablement les sommes faisant l'objet de cette réclamation qu'en en faisant remise à la Commission. Cette disposition ne s'applique pas dans le cas

43. After receiving a claim from the ^{Payment}
Commission, the employer cannot validly ^{to Com-}
pay the sums which are the object of such ^{mission.}
claim save by handing them over to the
Commission. This provision shall not
apply in the case of an action instituted

d'une action intentée par le salarié lui-même. S. R. 1941, c. 164, a. 43; 11 Geo. VI, c. 53, a. 11.

Remise
au
salarié.

44. La Commission remet aux salariés le montant net perçu en exerçant leurs recours. S. R. 1941, c. 164, a. 44.

by the employee himself. R. S. 1941, c. 164, s. 43; 11 Geo. VI, c. 53, s. 11.

44. The Commission shall remit to the employees the net amount realized in exercising their recourses. R. S. 1941, c. 164, s. 44. Amount
remitted
to em-
ployees.

Annula-
tion de
contrats
fraudu-
leux.

45. La Commission peut, si besoin est, joindre à sa poursuite une demande en annulation de tout contrat ou arrangement, ayant pour objet d'enfreindre ou éluder les dispositions de la présente loi ou d'une ordonnance, effectué entre les salariés dont elle exerce les recours et l'employeur ou des tiers, et ce, devant le tribunal compétent à raison du montant réclamé par la Commission, et sans être tenue de mettre en cause les salariés. S. R. 1941, c. 164, a. 45.

45. The Commission may, if need be, join to its suit a demand for the cancellation of any contract or arrangement, intended to infringe or evade the provisions of this act or of an ordinance, effected between the employees whose recourses it is exercising and the employer or third persons, and this, before the court having jurisdiction by reason of the amount claimed by the Commission and without being obliged to bring the employees into the suit. R. S. 1941, c. 164, s. 45. Cancellat-
ion of
fraudu-
lent
contract.

Questions
sugges-
tives.

46. Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 339 du Code de procédure civile ne s'appliquent pas à l'interrogatoire d'un salarié produit comme témoin par la Commission si ce salarié est à l'emploi de la partie adverse. S. R. 1941, c. 164, a. 46.

46. The provisions of the second paragraph of article 339 of the Code of Civil Procedure shall not apply to the examination of an employee produced as a witness by the Commission if such employee is in the employ of the opposite party. R. S. 1941, c. 164, s. 46. Leading
ques-
tions.

Poursuite
pénale.

47. Toute poursuite pénale doit être intentée par la Commission.

47. Every penal action must be brought by the Commission. Penal
actions.

Poursuites
sommair-
es.

Les peines prévues par la présente loi sont imposées sur poursuites sommaires, suivant la Loi des poursuites sommaires (chap. 35).

The penalties provided by this act shall be imposed on summary prosecution, in accordance with the Summary Convictions Act (Chap. 35). Summary
prosecu-
tions.

Applica-
tion.

La deuxième partie de ladite loi s'applique à ces poursuites lorsqu'en raison de l'infraction le contrevenant peut être condamné à une amende de deux cents dollars ou plus. S. R. 1941, c. 164, a. 47; 13 Geo. VI, c. 54, a. 2.

Part II of the said act shall apply to such proceedings when on account of the infraction the offender may be condemned to a fine of two hundred dollars or more. R. S. 1941, c. 164, s. 47; 13 Geo. VI, c. 54, s. 2. Applica-
tion.

Prescrip-
tion.

48. Toute poursuite pénale doit à peine de déchéance être intentée dans un délai de six mois à compter de l'infraction. S. R. 1941, c. 164, a. 48.

48. Every penal action must, under pain of forfeiture, be brought within six months from the date of the offence. R. S. 1941, c. 164, s. 48. Prescrip-
tion.

Applica-
tion de
la loi.

49. Le ministre du travail est chargé de l'application de la présente loi. S. R. 1941, c. 164, a. 49.

49. The Minister of Labour shall have charge of the carrying out of this act. R. S. 1941, c. 164, s. 49. Carrying
out of act.